

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Variétés

Journal de la société statistique de Paris, tome 11 (1870), p. 313-332

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1870__11__313_0

© Société de statistique de Paris, 1870, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II. VARIÉTÉS.

1^{re} PARTIE. — DOCUMENTS FRANÇAIS.

1. *Accroissement de la population par l'excédant des naissances sur les décès.*

Périodes.	Population initiale.	Naissances. (Moyenne annuelle.)	Décès. (Moyenne annuelle.)	Excédant des naissances.	Rapport p. 100 à la population initiale.	Périodes de doublement. — Ans.
1800-1815 . .	27,349,003	925,310	740,783	184,527	0.67	104
1820-1830 . .	30,461,875	967,161	759,837	207,324	0.68	102
1831-1835 . .	32,569,223	974,955	823,211	151,744	0.47	148
1836-1840 . .	33,540,910	959,443	799,818	159,625	0.48	145
1841-1845 . .	34,230,178	976,030	785,973	190,057	0.56	124
1846-1850 . .	35,400,486	949,594	848,349	101,245	0.29	239
1851-1855 . .	35,783,170	939,799	867,240	72,559	0.20	347
1856-1860 . .	36,039,364	967,387	866,204	101,183	0.28	248
1861-1864 . .	37,386,313	1,004,730	846,704	158,026	0.42	163
Accroissement moyen annuel.				147,363	0.54	129

2. *Le service postal en France. — Service d'argent.* — Ce service, créé en 1627, fut régularisé en 1629. Dans l'origine, les individus recevaient exactement les mêmes espèces qui avaient été déposées par l'expéditeur. Le droit à percevoir n'était pas fixe. L'administration se bornait à recommander aux agents de se contenter d'un prix raisonnable, à proportion de la distance. Ce n'est qu'à la fin de 1703 qu'une déclaration de Louis XIV fixa à 5 p. 100 le droit à percevoir; il subsista jusqu'à la fin de 1846. Il fut alors réduit à 2 p. 100, puis à 1 p. 100 par la loi du 2 juillet 1862¹. Le mode de transport réel des fonds a cessé en 1817, époque où fut créé le mandat délivré au déposant pour être payé au destinataire.

Voici l'accroissement de ce service exprimé en millions de francs :

1817 9.1	1840 19.6	1854 78.4	1864 113.0 ²
1821 9.1	1845 21.1	1856 89.1	1866 133.8
1830 13.2	1847 39.7	1860 87.3	1868 157.0
1835 15.8	1850 55.8	1862 91.0	

Dans toute cette période, la moyenne des mandats a varié entre 19 fr. en 1842 et 30 fr. 02 c. en 1866. Le chiffre, en 1821, a été de 28 fr. 62 c. et de 29 fr. 51 c. en 1868, ce qui prouve que l'élévation des sommes déposées provient du nombre des mandats et non de leur importance. En effet, en 1821, il n'était que de 317,642, et atteignait 5,320,000 en 1868.

Dans le but de mettre ce service à la portée des plus pauvres, la poste reçoit des sommes de 50 centimes; le droit est de 1 centime jusqu'à 1 franc.

Mais indépendamment du service d'argent au moyen des mandats, la poste reçoit des lettres contenant des *valeurs déclarées*, jusqu'au maximum de 2,000 fr. Cette limitation a pour objet d'éviter d'agir sur la cupidité des agents. La prime d'assu-

1. Depuis le 1^{er} janvier 1865, le mandat de 10 francs et au-dessus est soumis à un timbre de 20 centimes au profit de la caisse de l'enregistrement.

2. Depuis octobre 1864, octobre 1865 et janvier 1866, l'échange des mandats de poste a lieu avec l'Italie, la Suisse et la Belgique.

rance est de $\frac{1}{10}$ p. 100. Ce service a été créé le 1^{er} juillet 1859, en vertu de la loi du 4 juin précédent, laquelle a élevé de 7 $\frac{1}{2}$ à 10 grammes le poids de la lettre chargée. Voici la progression de ce service depuis sa création, les sommes exprimées en millions :

1859.	145.2		1864.	713.7
1860.	427.3		1865.	783.3
1861.	521.1		1866.	863.2
1862.	595.9		1867.	898.8
1863.	643.0		1868.	959.8

La moyenne, par lettre, a été de 644 fr. en 1859, de 617 en 1863, et de 595 en 1868. L'augmentation provient donc, comme pour les mandats, de l'élévation du nombre des envois, qui, de 693,864 qu'ils étaient en 1860, se sont élevés à 1,781,600 en 1868. Ces résultats prouvent que ces deux modes de transmettre les valeurs se popularisent de plus en plus en France.

Ces deux services ont donc transporté, en 1868, une somme de 1 milliard 117 millions, non compris les valeurs renfermées dans les lettres chargées, et que l'administration, d'après certains indices, évalue à plus de 3 milliards, ce qui donne, en totalité, un transport de près de 4 $\frac{1}{2}$ milliards, sur lesquels les lettres disparues ou détournées, sur plus de 5 millions, n'ont occasionné à l'administration qu'une perte inférieure à 10,000 fr.

Le montant des mandats perdus ou détruits est remboursé, savoir : après trois mois, pour les mandats délivrés en France et adressés à des particuliers y demeurant; après quatre mois, pour les mandats délivrés en France pour l'Algérie, et, réciproquement, au profit des particuliers; après huit mois, ceux adressés aux militaires en France, en Europe et en Algérie; après quinze mois, les mandats adressés aux militaires et aux particuliers hors d'Afrique, aux transportés dans les colonies et aux détenus des bagnes.

Voici le développement considérable qu'a pris l'emploi du timbre-poste depuis sa création en vertu de la loi du 16 octobre 1848 (quantités en millions) :

Années.	Nombre.	Sommes.	Années.	Nombre.	Sommes.
		Fr.			Fr.
1849	21.2	4.4	1860	253.3	46.6 ^a
1853	31.3	7.2	1861	328.1	48.7
1854	83.4	17.1 ¹	1864	382.7	57.1
1855	148.4	28.0	1866	438.3	64.1
1857	185.5	35.6	1868	490.5	70.5

Mais le nombre des affranchissements n'a d'intérêt qu'autant que l'on connaît dans quelle proportion ils sont avec le total des lettres mises en circulation. En 1847 et 1848, elle est de 10 p. 100; de 20 p. 100 en 1859; de 49 en 1854; de 86 en 1856; de 89.50 en 1861 et 1862; de 91.65 en 1864 et 1865; de 93.95 p. 100 en 1868.

Lettres au rebut. — Le nombre total des lettres, journaux, imprimés de toute sorte, mandats d'argent, échantillons, s'est élevé à 811 millions en 1868. Il serait injuste de ne pas reconnaître qu'il est impossible qu'il ne se rencontre pas quelques irrégularités dans un travail qui a pour objet l'acheminement et la distribution d'une correspondance aussi considérable, et cependant le chiffre des rebuts diminue

1. Une remise de 2 p. 100 est accordée aux débiteurs de timbres-poste, en vertu de la loi du 3 mai 1854.

2. Mise en circulation du timbre à 1 centime à partir du 1^{er} novembre 1860.

au lieu de suivre l'accroissement des lettres, comme on le voit par le tableau ci-dessous :

1830.	2.50	sur 100.		1858.	0.93	sur 100.
1840.	2.82	—		1860.	0.82	—
1847.	2.93	—		1862.	0.76	—
1848.	3.26	—		1864.	0.85	—
1851.	2.46	—		1866.	0.59	—
1853.	1.67	—		1868.	0.60	—
1856.	1.13	—				

En 1868, il y a eu 2,109,388 lettres au rebut sur un mouvement de 349.3 millions de lettres.

Il faut ajouter, pour être dans le vrai, que ces rebus proviennent, pour la plupart, de la défectuosité des adresses. En voici deux exemples : En 1840, les lettres de cette catégorie étaient de 2,195,000, sur lesquelles 1,400,000 avaient été refusées à cause de la taxe; 680,000 étaient adressées à des inconnus ou décédés; 60,000 n'avaient pas été réclamées dans celles adressées poste restante; 12,000 n'avaient pu être expédiées faute d'affranchissement forcé; 3,000 étaient sans adresses, et 40,000 en portaient une illisible ou incomplète¹. En 1860, sur 2,179,210 lettres tombées au rebut sur un total de 263 1/2 millions, 108,262 portaient des adresses complètement illisibles ou n'en avaient pas du tout.

En 1854, la poste avait reçu 30 millions de lettres ou paquets circulant en franchise; en 1860, il y en a eu 46 millions; en 1862, 72 millions; en 1864, 97 millions, et en 1868, 121 millions. En raison de leur poids, les 30 millions de lettres transportées en 1854 auraient donné un produit de 39 millions de francs; dans la même proportion, les 121 millions de lettres ou paquets reçus en 1868 auraient subi une taxe de 157 millions et la recette totale n'a été que de 90 millions.

Échantillons. — Après le service des contre-seings, celui qui est devenu la cause d'une manipulation des plus difficiles est l'envoi des échantillons qui incombent à la poste, car, d'après la loi du 25 juin 1856, elle transporte pour 30 centimes des paquets du poids de 300 grammes qu'on appelle *échantillons* et qui, cependant, n'ont pas le caractère d'un spécimen ou d'une fraction destinée à donner l'idée d'un ensemble ou d'un produit complet, tels que des douzaines de paires de gants, des chaussures, des mouchoirs, des dentelles, etc., et qui constituent de véritables colis de messageries. Toutes ces transmissions, favorisées par le bas prix du transport, tendent à encombrer le service et à le détourner de sa véritable destination, qui est le transport des lettres. C'est à ce point que les compagnies de chemins de fer ont été jusqu'à faire entendre des plaintes au sujet de la concurrence que leur fait l'administration des postes pour le transport des petits colis. Le service des échantillons, des circulaires, des prospectus, des papiers d'affaires présente cette anomalie de transporter pour 1, 2 ou 3 centimes des objets dont le transport lui en coûte davantage; en effet, d'après l'administration, le prix de chaque objet touché par la poste, c'est-à-dire trié, manipulé, transporté et distribué, revient à près de 7 centimes. Si donc elle gagne 13 centimes lorsqu'elle transporte une lettre taxée à 20 centimes, en revanche, elle en perd 6, 5, 4 lorsqu'elle transporte un objet taxé à 1, 2 ou 3 centimes. Comme le nombre des imprimés et des franchises tend sans cesse à augmenter, il

1. L'administration des postes a un bureau spécial de *déchiffreurs*, où sont envoyées les lettres de cette catégorie. Il est très-rare qu'ils ne parviennent pas à découvrir ce que le souscripteur de la lettre a voulu dire, tant est grande leur habileté dans ces recherches si délicates.

en résultera, dans un temps donné, que ces services onéreux absorberont le bénéfice opéré par les lettres, et que le principal, c'est-à-dire la correspondance manuscrite, sera sacrifié à l'accessoire, c'est-à-dire aux imprimés, etc.

Ce taux de 7 centimes est indiqué par l'administration; cependant si, pour 1868, on divise le nombre des objets manipulés par le montant des dépenses, on voit que la moyenne dépasse 12 centimes.

Récapitulation de tous les services de la poste par catégorie. (Nombres en millions.)

Années.	Lettres.	Chargements.	Contre-seings.	Journaux. Imprimés. Échantillons.	Mandats d'articles d'argent.	Total des objets manipulés.
1860	263.5	1.7	60.0	179.2	3.5	507.9
1861	273.2	2.0	»	188.9	3.6	467.7
1862	283.0	2.3	72.0	202.0	3.5	562.8
1863	290.0	2.9	86.0	212.0	3.8	594.7
1864	300.5	3.2	95.0	265.1	3.9	667.7
1865	313.5	3.8	106.0	275.3	4.1	702.7
1866	323.5	4.0	111.0	290.2	4.4	733.1
1867	341.6	4.3	116.0	305.3	5.0	772.2
1868	349.3	4.9	121.0	330.6	5.3	811.1

En 1791, il n'existait que 1,419 bureaux de poste ou de distribution; 1,835 en 1825; 1,975 en 1830; 2,295 en 1840; 3,020 en 1845; 3,695 en 1850; 3,751 en 1852, y compris les 36 établissements situés en Algérie et dans les parages de la Méditerranée; en 1867, le chiffre s'élevait à 4,856 et le service comptait 28,500 agents.

En 1829, 35,587 communes étaient dépourvues de relations directes avec la poste; il fallait, pour retirer les lettres, se rendre au chef-lieu du canton, parfois même à celui de l'arrondissement. Aujourd'hui, le service rural, qui a été établi le 1^{er} avril 1830, est fait par 16,557 facteurs spéciaux, et les 44,322 boîtes qui existent sur le territoire français sont visitées au moins une fois par jour. Ces agents parcourent quotidiennement 429,000 kilomètres, c'est-à-dire une étendue égale à dix fois et demie le tour du globe.

Le classement des tournées rurales, d'après leur étendue, varie entre 15 et 40 kilomètres. Le parcours moyen est de 26 kilomètres par jour et par facteur; le traitement moyen de ces agents est de 530 fr.; en Belgique, où la vie est moins onéreuse qu'en France, il est de 750 fr.

Les chiffres qui suivent feront connaître l'importance du service postal de la capitale, lequel représente plus des deux cinquièmes de celui de la France¹. En voici le détail par catégorie :

Années.	En millions.			Nombre effectif.		
	Lettres.	Sous-seings.	Journaux, etc.	Chargements.	Mandats d'argent.	Total en millions.
1860	62.2	8.4	111.4	524,131	542,425	183.1
1862	69.0	8.3	118.8	604,230	593,525	197.5
1864	76.4	8.4	166.0	631,939	662,096	252.2
1865	79.5	8.9	193.6	943,700	685,148	253.6
1866	83.3	9.5	122.8	1,040,785	750,345	316.9
1868	87.4	9.5	238.1	1,276,309	891,752	337.2

1. En 1868 le total des objets manipulés a été de 811 millions; le service de Paris y figure pour 337 millions.

Pour la correspondance de Paris pour Paris, la ville est partagée en onze zones principales, où sont établis autant de bureaux de poste; 11 tilburys parcourent sept fois par jour les bureaux, rapportent les lettres à l'hôtel central, où elles sont divisées par quartier, opération qui dure de 45 à 50 minutes; 9 omnibus de facteurs, qui rayonnent du centre à la circonférence, opèrent les répartitions entre tous les quartiers de Paris. 20 voitures sont donc nécessaires au travail de chaque distribution.

Le service de la capitale emploie 1,930 agents; celui de Londres est exécuté par 3,226.

Recettes. — Jusqu'en 1663, le seul revenu des postes consistait dans la vente des charges d'employés, lesquelles étaient fort recherchées, parce que les titulaires percevaient, à leur profit, le port des lettres qu'ils faisaient distribuer après les avoir taxées à leur gré et approximativement. Louvois mit alors le revenu en ferme, et cette première fois le bail fut de 1,200,000 livres. Vingt années plus tard, le chiffre s'élève à 1,800,000 livres¹. En 1703, il fut de 3,200,000 livres; de 3,800,000 livres en 1713; de 5 millions en 1751; de 7 millions en 1764; de 10 $\frac{1}{2}$ millions en 1777; enfin, de 12 millions en 1788. Cette dernière augmentation provenait de ce que les franchises dont je parle plus haut furent beaucoup diminuées, et que, dans les années précédentes, on avait réuni aux postes les messageries et divers autres moyens de transport.

En 1787, un édit de Louis XVI réunit les deux services de la poste aux chevaux et de la poste aux lettres. La Constituante, par une loi du 29 août 1790, supprima le régime des fermes et érigea les postes en monopole au profit de l'État. Voici le montant des recettes à diverses époques exprimées en millions :

1814 7.8	1835 37.1	1856 55.8	1864 74.5
1820 23.2	1840 46.1	1858 57.4	1866 81.9
1825 27.6	1845 52.5	1860 64.0 ³	1868 89.9 ⁴
1830 33.7	1850 43.6 ²	1862 69.9	

Mais, en outre des recettes provenant du service proprement dit, il est certains cas où des sommes et objets précieux sont acquis à l'État. Il en est ainsi, d'après les lois du 31 janvier 1833 et 5 mai 1855, des sommes versées à la caisse des agents des postes et dont le remboursement n'a pas été réclamé dans un délai de huit années, et pour les espèces monnayées, métaux précieux, bijoux, médailles, billets de banque et autres valeurs au porteur trouvés dans les billets et paquets ordinaires ou chargés tombés au rebut; sont également acquis à l'État les valeurs et objets précieux recueillis dans les boîtes ou guichets des bureaux de poste et dont les propriétaires ne se sont pas fait connaître ou n'ont pu être trouvés. Comme on le voit, l'administration prend les mesures les plus sages pour éviter la perte des valeurs dont elle reste dépositaire dans tous les cas possibles.

Dépenses. — Toutes les améliorations introduites dans le service de la poste ont eu pour résultat d'augmenter les recettes; mais, par contre, les dépenses ont dû

1. Environ 2,800,000 fr. de notre époque.

2. Conséquence de la loi du 18 mai 1850, qui avait élevé de 20 à 25 centimes la taxe de la lettre simple.

3. Cette augmentation est le résultat de la loi du 4 juin 1859, qui autorise la circulation des valeurs au porteur et qui élève de 7 $\frac{1}{2}$ à 10 grammes le poids de la lettre simple chargée.

4. L'*Annuaire des postes* de 1868 donne ce chiffre par évaluation.

subir un accroissement analogue. Ce n'est donc pas absolument par leur importance qu'il faut les apprécier; c'est surtout par ce qui en est résulté pour le bien du service et dans le rapport proportionnel avec les produits. Voici d'abord leur montant : de 1847 à 1856, elles n'ont varié que de 33 à 36 millions; elles ont été de 40 $\frac{1}{2}$ millions en 1860; de 47 $\frac{1}{2}$ millions en 1862; de 55 en 1864¹; de 58 en 1865; de 62 en 1866 et 1867; l'Annuaire de 1868 ne fait pas connaître le chiffre de la dépense de cette année; on peut l'évaluer, en maximum, à 64 millions. Voici le rapport proportionnel : en 1791, c'est-à-dire dans la première année où le service a été exploité en régie pour le compte de l'État, il a été de 28 p. 100 avec les recettes; en 1815, de 60 p. 100; en 1829, de 53; en 1838, de 57; de 1847 à 1860, il est de 68; de 1861 à 1863, le rapport descend à 51; en 1865, il monte à 75 p. 100; en 1867, à 72; en 1868, par évaluation, 71; c'est-à-dire, en chiffres réels, que les recettes de 90 millions ont motivé une dépense de 64 millions. (Extrait, par abrégé, du *Journal des économistes*, numéro de septembre 1869.)

2^e PARTIE. — DOCUMENTS SUÉDOIS ET NORWÉGIENS.

1. *L'industrie en Suède en 1868.* — Le Collège royal de commerce vient de publier son rapport sur les fabriques et les manufactures en Suède, en 1868.

Il en résulte que le nombre de fabriques et de manufactures s'élevait, en 1868, à 2,217; — 30,242 ouvriers y étaient employés, et la valeur totale de la fabrication était de 77,300,918 rixdalers (110,429,883 fr.); ce qui représente une diminution de 1,878,546 rixdalers (2,683,637 fr.) pour 1867 et même pour 1866, mais une augmentation pour les années 1864 et 1865. La valeur de la fabrication, en 1868, dépasse de plus de 2 millions de rixdalers (près de 3 millions de francs) la valeur moyenne des produits et manufactures pendant la période quinquennale de 1863-1867; cette moyenne était évaluée à 75,272,251 rixdalers, soit 107,531,787 fr.

La diminution principale dans la valeur de la fabrication en 1868, comparée à celle de l'année précédente, porte sur les filatures de coton; cette diminution, qui ne s'élève pas à moins de 1,324,430 rixdalers (1,892,043 fr.), provient principalement de la différence du prix du coton en 1868 comparé à celui de 1867. La baisse de prix qui, pendant ces dernières années, a eu lieu pour cette matière première, peut être regardée comme la cause principale de l'augmentation de la production du fil de coton à un prix réduit.

En 1867, il n'a été fabriqué que 4,187,540 kilogrammes de fils de coton évalués à 17,295,937 fr., et en 1868, 4,299,361 kilogr., évalués seulement à 15,403,891 fr.

En 1868, comme pendant les années précédentes, la plus grande activité a régné dans les fabriques. A Gothembourg, y compris la province de Gothembourg et de Bohus, on constate 24.77 p. 100 de toute la production du royaume; à Stockholm, 21.10 p. 100; à Nowkoping et dans la province d'Ostrogothie, 18.67 p. 100; dans la province de Malma, 7.57 p. 100, et dans celle d'Elfsborg, 6.40 p. 100; la moindre proportion se trouve dans celle de Gotland, 0.04 p. 100, et dans celle de Nowbothnie, 0.02 p. 100.

1. Depuis 1864, les dépenses comprennent les sommes payées aux paquebots faisant le service de la correspondance. La moyenne de cette indemnité a été de 21 millions de 1864 à 1867; le chiffre de 1868 n'est pas encore publié.

Voici quelles ont été les branches les plus importantes de la fabrication avec leur chiffre de production :

	Fr.
Raffineries de sucre	19,122,783
Filatures de coton	15,403,891
Fabriques de draps.	12,310,573
Ateliers mécaniques	10,000,620
Manufactures de tabac	8,756,797
Papeteries	5,961,783
Tanneries.	5,857,117
Verreries	2,234,610
Huilleries	2,217,071
Teintureries	1,925,997
Savonneries	1,922,768
Fabriques d'allumettes.	1,660,070
Fabriques de faïences	1,440,131

Les industries suivantes présentent une augmentation dans la valeur de leur fabrication : les raffineries de sucre, les manufactures de tabac, les papeteries, les tanneries, les huilleries, les teintureries, les savonneries, les fabriques d'allumettes et les faïenceries ; — par contre, il y a diminution dans la valeur des produits des filatures de coton, des manufactures de draps, des ateliers mécaniques et des verreries.

L'augmentation constante des produits des fabriques d'allumettes est digne d'attention. En 1864, la valeur totale de leur production n'était que de 802,444 fr.; en 1865, elle s'est élevée à 864,555 fr.; en 1866, à 1,227,688 fr.; en 1867, à 1,312,653 fr., et en 1868, à 1,660,070 fr.

Il s'est élevé nouvellement en 1868 : 1 fabrique d'asphalte, 2 de machines à coudre, 1 de broches, 2 de formes de chapeaux, 1 de photolithographie, 1 d'huile de bois et 1 d'huile de cheval. Aucune de ces fabriques n'a cependant une grande importance. La valeur de production la plus grande, 83,071 fr., est attribuée aux fabriques de machines à coudre.

En examinant si, dans les diverses branches d'industries prémentionnées, la production de 1868 répond aux besoins du pays, on trouve que cela n'a été le cas que pour les papiers, les verreries, les savons et les allumettes, dont, déduction faite des importations de ces mêmes articles, il a été exporté pour près de 3 millions de francs. L'importation de tous les autres articles de fabrication les plus importants, tels que sucre, sirop, fils de coton, tissus de laine, machines, cigares et tabac en poudre, peaux préparées, etc., a de beaucoup dépassé l'exportation de ces mêmes articles.

Les aperçus relatifs à l'industrie domestique dans la province d'Elfsborg démontrent qu'en 1868 il a été fabriqué dans cette province 3,259,600 mètres de tissus de coton, 314,244 mètres de tissus de fil et 72,500 mètres de tissus de laine, contre 3,538,000, 406,000 et 725,000 mètres en 1867. Dans les autres provinces où ces branches de l'industrie domestique forment le principal accessoire, telles que les provinces de Gefleborg, de Westernorrland et de Halland, le montant de la production a quelque peu baissé, principalement pour l'industrie des tissus de fil dans la province de Westernorrland. Quant aux autres industries, il n'y a eu aucun changement important en 1868.

En ce qui concerne les métiers, il y avait, en 1868, dans les villes et les bourgs, 9,005 manœuvres et industriels, hommes et femmes, contre 9,000 en 1867; et à la

campagne, 7,053 contre 7,194 en 1867. Ces ouvriers formaient, en 1868, un personnel, dans les villes et les bourgs, de 14,532, et à la campagne, de 5,722, contre 15,680 et 6,238 en 1867. L'impôt sur l'industrie des métiers, dans les villes et les bourgs, s'est élevé, en 1868, à 93,053 fr. contre 100,920 en 1867.

A la campagne, cet impôt s'est élevé, en 1868, à 7,250 fr., et en 1867, à 9,488 fr. Les métiers qui ont occupé le plus de personnes étaient ceux de cordonnier, de tailleur et de forgeron. (Extrait du *Recueil consulaire de Belgique*, tome XVI.)

2. *Les chemins de fer norvégiens.* — On vient de publier en Norvège la statistique des chemins de fer du pays. Les lignes actuellement en exploitation représentent une longueur totale de 360 kilomètres. Le dernier Storthing a voté la construction de quatre nouveaux tronçons, dont le principal reliera Christiania à Drammen. Quand ces différentes lignes seront terminées, le réseau norvégien mesurera une longueur totale de 481 kilomètres. (*Journal officiel*, mars 1870.)

3^e PARTIE. — DOCUMENTS AMÉRICAINS.

1. *Situation économique des États-Unis en 1870.* — D'après un rapport de M. Wells, commissaire à la trésorerie, la population des États-Unis est estimée à 40 millions en chiffres ronds, dont 20,951,100 individus du sexe masculin et 19,048,900 du sexe féminin. On compte 8,461,261 garçons et 8,162,453 filles de moins de 16 ans. 4 1/2 p. 100, soit 1,675,097 individus ont plus de 60 ans. Cette population s'accroît par l'immigration dans les proportions suivantes :

1856	200,436		1863	176,282
1857	251,306		1864	193,418
1858	123,126		1865	248,120
1859	121,282		1866	318,554
1860	153,640		1867	298,358
1861	91,920		1868	297,215
1862	91,987		1869	352,569

Soit un total de 2,918,213 en 14 ans.

On a beaucoup parlé de l'immigration chinoise; elle se trouve comprise dans ce total pour 78,117 individus, qui sont entrés aux États-Unis pendant la même période.

La population mâle adulte se partage, par professions, comme il suit :

6,435,000	agriculteurs.
4,705,000	journaliers, serviteurs, etc.
1,000,000	artisans.
125,000	employés dans l'industrie du coton.
90,000	— dans l'industrie de la laine.
115,000	— dans l'industrie du fer.
180,333	— dans la corroirie, la tannerie et la cordonnerie.
25,000	— dans l'industrie du papier.
194,667	— à la pêche et à la navigation.

Total . . . 12,870,000

M. Wells donne un aperçu sommaire de la production de chaque classe de travailleurs aux États-Unis, mais en se bornant aux sept grandes branches ci-après du travail national :

	Valeur produite annuellement.
	Fr.
Agriculture	17,563,782,500
Industrie cotonnière	382,525,000
— lainière	353,100,000
— métallurgique	644,732,500
Tannerie, cordonnerie, sellerie, etc. .	1,190,910,000
Industrie des chemins de fer	1,926,000,000
Pêche	535,000,000
Total	<u>22,593,050,000</u>

M. Wells a cherché à faire le compte de ce que la guerre du Sud a coûté aux États-Unis; quelques-uns de ses chiffres ne reposent que sur des évaluations; la plupart, cependant, sont puisées aux meilleures sources. Nous allons les analyser :

Les dépenses pour le compte du département de la guerre et celui de la marine, dans les États du Nord, déduction faite de celles qui auraient été faites si le pays fût resté en paix, se sont élevées, d'avril 1861 à juin 1869, à la somme de 22,319,742,566 fr. 10 c.

A cette somme énorme il faut ajouter le capital des pensions payées par le Gouvernement, et que M. Wells, en évaluant leur durée moyenne à 8 ans, porte à 1,070,000,000 fr.

A côté des dépenses faites par le gouvernement fédéral, il faut mettre en ligne de compte : les emprunts particuliers des États, s'élevant à 658 millions de francs; — les emprunts faits par les comtés et les villes, formant un chiffre de 1,070 millions; — les dépenses faites, comme les emprunts, à raison de la guerre, par les États, les comtés et les villes et évaluées à 3,210 millions; — les pertes éprouvées dans les États du Nord par la suspension du travail, l'anéantissement de la marine marchande, l'interruption du commerce, et évaluées à 6,420 millions de francs; — les dépenses, les pertes dans les États du Sud, estimées à 14 milliards 445,000,000 fr. Total, plus de 45 milliards de francs !

On conçoit que l'Amérique n'a pu trouver chez elle, immédiatement, tous les hommes et tout l'argent dont elle avait besoin; l'Europe lui a envoyé un certain nombre d'aventuriers, et lui a prêté des sommes considérables. Une commission spéciale a cherché à déterminer la somme que l'Europe possède en valeurs américaines, et par suite le chiffre d'intérêts annuels que les États-Unis ont à payer aux Européens. Elle serait arrivée, suivant M. Wells, à ce résultat que les capitalistes d'Europe possèdent pour 5,350 millions de francs des diverses valeurs émises par le Congrès. Ils ont, en outre, en portefeuille pour un peu plus de 243 millions de francs des valeurs particulières émises par les États, comme l'Alabama, New-York, le Missouri, etc.

A côté de ces valeurs, il faut également tenir compte des actions et obligations de chemins de fer, dont 1,300 millions de francs sont passés dans les mains européennes.

Il faut encore porter à leur crédit les actions des canaux, des mines, les obligations municipales, etc., qui forment un ensemble de 120 millions de francs.

M. Wells ajoute à cette énumération un capital de 267 millions qu'ils ont laissé

en comptes courants par suite de l'élévation du taux de l'intérêt (7 p. 100) aux États-Unis, plus 134 millions de francs envoyés de Cuba, par crainte des suites de l'insurrection, et 181 millions prêtés sur hypothèques.

Si l'on fait l'addition de toutes ces sommes, on obtient un total de 7 milliards 327,595,000 fr., chiffre qui représente la dette des États-Unis envers ses créanciers européens.

L'intérêt annuel de cette dette, à une moyenne de 6 p. 100, atteint le chiffre de 470,425,000 fr. dont, dit M. Wells, environ 420 millions sont payés régulièrement.

2. *Le travail aux États-Unis depuis la suppression de l'esclavage.* — La question de bras est ici la question dominante; nous allons la discuter et la résumer brièvement.

Le recensement de 1860 portait à 3,953,760 le nombre total des esclaves dans les États et les territoires des États-Unis; de ce nombre les 10 principaux États cotonniers en possédaient 3,032,240, dont environ 1,200,000 étaient employés à la culture du coton.

Que reste-t-il aujourd'hui de ces 1,200,000 travailleurs, à l'aide desquels le Sud recueillait, en 1860, 4,157,550 balles de coton de 500 livres chacune?

Il est indubitable que la guerre a fait parmi les nègres de nombreuses victimes; indépendamment de ceux qui y ont été tués, un grand nombre a péri de faim, de misère et de maladie. En dehors de cette cause de diminution dans le nombre des Africains, il en est d'autres qui ont réduit la somme de travailleurs dont disposaient les planteurs pour la culture de leur produit de prédilection. En effet, pour la plupart des nègres, le mot affranchissement n'a d'abord eu d'autre signification que celle de pouvoir s'affranchir de toute espèce de travail, et si le climat avait été plus clément, si le pays avait offert les ressources naturelles qu'on trouve dans les régions tropicales, l'indolence et l'imprévoyance, qui sont en général les caractères dominants chez la race noire, auraient probablement poussé les affranchis d'Amérique dans la même voie qu'ont suivie jadis les nègres libérés dans les Indes occidentales. La somme de travail qu'ils peuvent fournir aurait été alors, pour ainsi dire, complètement perdue; mais ici les nègres doivent se vêtir pour se préserver contre les intempéries du climat, et ils ne peuvent pourvoir à leur nourriture que par le travail. C'est donc poussés par le besoin qu'un certain nombre d'affranchis ont repris le chemin des plantations; mais tandis que ceux-ci revenaient à leurs occupations d'autrefois, beaucoup subissaient l'attraction qu'exercent les grandes villes et désertaient les travaux des champs; leurs bras sont désormais perdus pour la culture du coton. A cette perte il faut ajouter celle du travail des femmes, qui s'occupent aujourd'hui presque exclusivement des soins du ménage, et dont les planteurs ne tiennent plus aucun compte.

Le nombre des affranchis employés en ce moment à la culture du coton est estimé à environ 600,000. Les hommes le mieux à même d'apprécier la situation sont d'opinion que ce nombre n'est guère susceptible d'une grande augmentation. Il est, en effet, peu probable que les nègres qui se sont établis dans les villes reprennent le chemin des plantations; quant aux jeunes nègres, ils sont en général trop paresseux, trop ardents au plaisir, pour qu'ils puissent devenir jamais des travailleurs laborieux. Le travail fourni par les hommes de couleur ne peut donc plus être compté que comme appoint pour la culture du coton; c'est ailleurs

qu'il faut chercher les bras nécessaires pour donner à cette culture toute l'extension qu'elle comporte.

Deux moyens ont été préconisés pour augmenter la somme de travail dans le Sud : l'introduction des coolies chinois et l'émigration européenne vers les États cotonniers.

Les Chinois sont des travailleurs laborieux; en Californie ils ont rendu d'immenses services, et on peut dire que c'est grâce à eux que les Américains ont pu mener à bonne fin une de leurs entreprises les plus audacieuses : la construction du railway qui relie aujourd'hui les deux Océans. « En Californie, dit un témoin oculaire, il n'y a qu'une voix sur le compte des Chinois, et volontiers les déclare-t-on les premiers travailleurs qu'il soit possible d'occuper. Non-seulement ils se montrent durs à la fatigue et capables de travailler autant qu'un Européen, mais ils sont consciencieux, ils paraissent prendre plaisir à leur besogne, et par-dessus tout ils sont d'une sobriété exemplaire. »

Il est donc fort naturel qu'on ait songé ici avant tout au concours des travailleurs chinois. L'idée a d'abord été excessivement populaire, mais une réaction s'est produite depuis. Les planteurs se montrent aujourd'hui moins empressés à accueillir cette classe de travailleurs, et le transport des coolies a donné lieu à tant d'abus, dans tant de circonstances il n'a été, pour ainsi dire, qu'une traite déguisée, l'humanité a eu tant à rougir des faits scandaleux auxquels ce transport a donné lieu, que le Gouvernement hésite à favoriser l'émigration asiatique.

Enfin les émigrants chinois sont mal vus du peuple américain en général; l'ouvrier les considère comme des concurrents dangereux, et en Californie les autorités ont dû fréquemment protéger le débarquement des Chinois. Le sentiment de l'ouvrier américain est à cet égard partagé par l'affranchi, auquel il manque toutes les excellentes qualités qui distinguent le travailleur chinois; il se pourrait donc que l'introduction des coolies devint le prétexte de scènes de violence. Les nègres, c'est une justice à leur rendre, sont restés jusqu'ici purs de tout excès; le souvenir de l'état d'esclavage dans lequel ils ont été tenus ne semble avoir provoqué chez eux aucun ressentiment; ils jouissent de la liberté sans en abuser, mais il serait peut-être imprudent d'éveiller leurs passions et d'exciter leur cupidité.

Considérée à ce point de vue, l'opposition que rencontre l'idée d'introduire des travailleurs chinois peut se justifier, et l'on comprend comment les meilleurs esprits, les hommes les plus dévoués à la prospérité du Sud, donnent la préférence à l'émigration européenne.

Les émigrants d'Europe ne se sont dirigés, jusqu'ici, qu'en très-petit nombre vers les États cotonniers. Le manque de communications régulières, rapides et économiques, la crainte du climat, l'habitude qu'ils ont de suivre le courant établi par leurs devanciers, sont autant de motifs qui ont poussé nos émigrants vers les États de l'Ouest. Enfin l'esclavage, à son tour, éloignait l'Européen des États du Sud; cette institution semblait répugner à sa conscience et instinctivement il évitait, lui, homme libre, le voisinage trop rapproché de l'esclavage. La plupart de ces raisons n'existent plus aujourd'hui; l'esclavage est aboli; les communications avec l'Europe se sont multipliées et le prix du passage a diminué dans une proportion sensible¹. Quant au climat, il ne peut plus inspirer les mêmes appréhensions; les

1. L'émigrant est aujourd'hui transporté d'Europe à la Nouvelle-Orléans au prix de 40 dollars (200 fr.).

épidémies qui désolaient ces pays et en rendaient le séjour dangereux, deviennent de plus en plus rares, grâce aux excellentes mesures d'assainissement qui ont été prises. Le territoire des États cotonniers est d'ailleurs si étendu, que l'ouvrier européen peut y choisir la zone la plus appropriée à sa constitution et s'établir dans les terres hautes (uplands), où le climat est tempéré et d'une salubrité parfaite; l'affranchi pourra alors descendre vers les terres d'alluvion du Mississipi, qui lui conviennent et où il n'a rien à redouter.

L'émigration européenne vers les États du Sud peut donc se faire aujourd'hui dans des conditions normales; il suffit d'en établir le courant; à cet effet, et comme moyen pratique, je recommanderai l'établissement de sociétés qui auraient pour but d'éclairer l'émigrant sur les ressources qu'offrent les États du Sud, de lui faire l'avance du prix de passage et de prendre les mesures nécessaires pour lui assurer un travail rémunérateur dès son arrivée sur les lieux. Tout ce qui se fera en Europe pour activer et faciliter l'émigration vers le Sud, rencontrera ici le concours le plus empressé et l'appui le plus sérieux.

Le manque de bras n'a pas été le seul obstacle à l'extension de la culture du coton dans les États du Sud. La guerre avait non-seulement diminué le nombre des travailleurs, elle avait aussi détruit la confiance et la richesse publique. Dans cette lutte suprême, le Sud avait épuisé toutes ses ressources. Le lendemain de la guerre, le propriétaire, le négociant, tous ceux qui avaient leur fortune engagée dans la spéculation du sol se sont trouvés ruinés; c'était en ce moment un bouleversement général; il ne restait plus ni capital ni crédit. Ce malheureux pays présentait alors le spectacle de la dévastation la plus complète et ressemblait à un vaste champ ravagé par les sauterelles. Le sol était privé de culture, les habitations, autrefois si opulentes, des planteurs tombaient en ruines. Aux maux réels on ajoutait des dangers imaginaires et on redoutait à la fois la vengeance des vainqueurs et les excès des nègres libérés; les uns craignaient la séquestration des propriétés par les hommes du Nord, les autres une révolte de la population affranchie. Les planteurs, poussés par la crainte et pressés par leurs engagements, vendaient à vil prix des plantations qu'ils avaient créées au moyen de capitaux énormes; ceux qui les achetaient étaient en général des hommes qui spéculaient sur l'avenir et peu pressés de les faire valoir. En ce moment, il ne restait plus de vestige d'aucune espèce de culture; tout était à recommencer; le capital manquait et le crédit faisait défaut. C'est alors que le génie du peuple américain se montra dans toute sa virilité. . . . (*Recueil consulaire belge, 1870.*)

3. *Chemins de fer.* — La première compagnie de chemin de fer aux États-Unis s'est formée à Baltimore, en 1827, sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer de Baltimore à l'Ohio*. Elle se mit à l'œuvre le 4 juillet 1828, après avoir obtenu de la législature de l'État ses titres constitutifs. En 1830, elle inaugura son premier tronçon, qui s'étendait jusqu'aux limites de l'État de Maryland. En 1831, elle se reliait à Frederick, à 62 milles plus loin. En 1832, elle atteignait Point-of-Rock, gagnant encore 7 milles. Un grave conflit s'éleva, à cette époque, entre elle et la Compagnie du canal de la Chesapeake à l'Ohio, qui revendiquait le privilège exclusif du transport dans cette partie de l'Union, en se fondant sur l'antériorité des droits qu'elle tenait aussi de la législature locale.

Ce ne fut pas la vapeur qu'employa d'abord la compagnie, mais bien des chevaux.

Sur deux points de son parcours pourtant, l'inclinaison de la route l'ayant contrainte de recourir à un mode de traction plus efficace, elle construisit deux machines fixes qui, à l'aide d'un mécanisme approprié, faisaient monter et descendre les wagons. Aujourd'hui cette même compagnie possède trois voies différentes : la principale (*main stem*) de Baltimore (Maryland) à Weeling (Virginie occidentale) ; l'embranchement de Washington (district de Colombie), et celui de Parkesbourg (Virginie occidentale).

Le développement total de ces trois lignes est de 513 milles anglais. Son matériel roulant se compose de 243 locomotives et de 3,613 wagons.

Ce fut sur le second railway construit aux États-Unis, celui de Mohawk à l'Hudson, dont l'organisation remonte à 1830 et la construction à 1831, que parut, dans ce pays, la première locomotive. Cette machine, de facture anglaise, pesait 6 tonnes ; elle fut bientôt jugée aussi incommode qu'inefficace, et on lui en substitua une autre, sortie des ateliers de Cold Spring, dans l'État de New-York, dont le poids n'était que de 3 tonnes.

La construction des voies ferrées marcha avec une rapidité telle, qu'en 1835 les États-Unis comptaient 1,098 milles de chemins de fer en pleine activité. Les bénéfices réalisés excitant l'ardeur des entrepreneurs, de toutes parts les capitaux s'engagèrent dans cette industrie ; 1836 vit construire 175 milles de route ; 1837, 224, et 1838 416. La Compagnie de Cambden et Amboy, reliant Philadelphie à New-York, inaugurait son réseau en 1837 ; celle de Boston à Albany, en 1841 ; celle d'Albany au lac Érié, en 1842. A la même époque, Philadelphie s'enrichissait d'une autre ligne, celle de Reading, qui lui amenait les charbons de terre de l'intérieur de la Pensylvanie.

Malgré cette remarquable activité, les États-Unis ne comptaient, en 1848, que 6,196 milles d'étendue de chemins de fer, lorsque la découverte de l'or en Californie vint donner une impulsion nouvelle à la construction de ces voies rapides. Le pays tout entier devait ressentir les effets de ce grand événement ; la Californie, en mettant chaque année 267,500,000 fr. de numéraire dans la circulation, changeait en effet le système économique, industriel et mercantile de l'Union. C'est par milliers de kilomètres que les chemins de fer se construisent à partir de cette époque, et par centaines que les compagnies nouvelles s'organisent chaque année, la concurrence s'établissant entre les différents États de l'Union, et chacun d'eux voulant avoir son réseau.

En 1849, 7,565 milles sont livrés à la circulation ; 1,369 sont construits dans le courant de l'année.

En 1867, la quantité de milles exploités est de 39,444 ; 2,227 milles sont construits annuellement. Cet immense réseau est la propriété de 559 compagnies différentes.

Malgré les difficultés d'évaluation du prix exact de revient des chemins de fer américains (un grand nombre de compagnies ne publiant jamais en entier le compte rendu de leurs opérations), on s'accorde généralement à le porter à 219,350 fr. par mille courant (1,609 m.). La moyenne par mille est estimée, pour les États du Sud, à 160,500 fr. ; pour les États du Nord-Est (Nouvelle-Angleterre), à 216,675 fr. ; pour les États du Centre, où il a fallu franchir les pentes des Alléghanys, à 283,550 fr. ; pour les États de l'Ouest, à 160,500 fr.

D'après cette évaluation, le prix total pour les 39,444 milles construits serait de

8,651,000,000 fr.; or ce chiffre ne représente que 75 p. 100 en moyenne du capital souscrit dans chaque compagnie.

Il est encore bien plus difficile d'indiquer exactement les bénéfices réalisés annuellement par l'ensemble des compagnies américaines, que de déterminer le capital employé dans les constructions. Les statistiques les mieux faites se renferment dans des termes généraux dont il est aussi impossible de vérifier l'exactitude, mais qui paraissent souvent empreints d'exagération.

D'après ces statistiques, la totalité des profits pour les 39,444 milles de chemins de fer serait de 1,819,000,000 fr., et la moyenne par mille effectif de 46,117 fr.

Le développement de son réseau de communications intérieures est un but que l'Union a poursuivi de tous ses efforts et de toute son activité, et qu'elle n'a même pas perdu de vue au milieu des plus sérieuses épreuves. C'est pendant la guerre civile, et alors que le pays s'imposait les plus lourds sacrifices, que le gouvernement fédéral décrétait, aux applaudissements de tous, la construction du chemin de fer du Pacifique. Cette œuvre, hérissée de difficultés, fut entreprise avec la plus grande ardeur et conduite avec non moins d'énergie.

Aux États-Unis, les lignes tiennent leurs chartes des législatures provinciales sur le territoire desquelles elles sont établies. La Compagnie du Pacifique fait seule exception à cette règle. En raison des obstacles qu'elle avait à surmonter, le gouvernement fédéral a cru devoir se départir en sa faveur de la neutralité dans laquelle il s'était renfermé à l'égard des autres entreprises de même nature.

Par une loi du 1^{er} juillet 1862, le Congrès a décidé que la compagnie concessionnaire recevrait une subvention de 85,600 fr. pour chaque mille de railway construit en terrain plat, tant à l'est qu'à l'ouest des montagnes Rocheuses et de la Sierra-Nevada; que ce chiffre serait porté à 256,800 fr. pour chaque mille de la portion de la voie traversant ces deux chaînes de montagnes (150 milles), et à 171,200 fr. par mille de route intermédiaire entre la plaine et la montagne. Le total de la subvention devait être de 264,574,245 fr. et porter seulement sur l'espace compris entre le Missouri et le Sacramento.

La distance totale de New-York à San-Francisco, d'après le tracé de la ligne, est de 3,257 milles. De New-York à Omaha, point de départ de la ligne du Pacifique proprement dite, on compte, en passant par Chicago, 1,450 milles; d'Omaha à Sacramento, 1,657 milles, et de Sacramento à San-Francisco, 150 milles. Le parcours total de la ligne, quand elle sera terminée, sera, avec une vitesse de 20 milles à l'heure, de 7 jours. Au 31 décembre 1868, la route était achevée d'Omaha au sommet des montagnes Rocheuses, c'est-à-dire sur un parcours de 550 milles; 53 locomotives et 1,063 wagons composaient le matériel roulant employé provisoirement par la compagnie pour l'exploitation de ce tronçon. De son côté, la Californie ne reste pas inactive; les travaux qu'elle exécute pour rejoindre la ligne de l'Est avancent avec la même rapidité; au 31 décembre, ils arrivaient à la frontière californienne, au sommet de la Sierra-Nevada, à 138 milles de Sacramento; enfin, à cette époque, on estimait à 969 milles la distance à construire encore pour achever cette entreprise colossale.

A la suite de ces renseignements et pour les compléter, il peut être intéressant de donner un tableau inséré dans le rapport du directeur du bureau de statistique et faisant connaître le nombre de kilomètres de chemins de fer exploités aux États-Unis depuis 1828.

Années.	Mètres.	Années.	Kilom.	Années.	Kilom.	Années.	Kilom.
1828 . . .	4,827	1839 . . .	3,089	1850 . . .	12,027	1861 . . .	49,229
1829 . . .	45,052	1840 . . .	3,535	1851 . . .	13,820	1862 . . .	51,036
1830 . . .	65,969	1841 . . .	5,340	1852 . . .	17,742	1863 . . .	52,244
1831 . . .	86,886	1842 . . .	6,238	1853 . . .	21,617	1864 . . .	54,484
1832 . . .	210,779	1843 . . .	6,745	1854 . . .	25,216	1865 . . .	55,416
1833 . . .	926,784	1844 . . .	6,936	1855 . . .	27,993	1866 . . .	56,888
1834 . . .	1,226,058	1845 . . .	7,276	1856 . . .	30,975	1867 . . .	59,359
1835 . . .	1,477,062	1846 . . .	7,836	1857 . . .	36,404	1868 . . .	62,461
1836 . . .	1,778,118	1847 . . .	8,582	1858 . . .	40,225	1869 . . .	68,016
1837 . . .	2,302,479	1848 . . .	9,030	1859 . . .	43,049	1870 . . .	78,616
1838 . . .	2,965,387	1849 . . .	10,217	1860 . . .	46,293		

La récapitulation par sections géographiques s'établit comme il suit :

	Kilomètres		Coût de construction et d'appropriation. Fr.
	projetés.	ouverts.	
Nord-Est	7,847.672	6,877.820	961,955,669
Centre de l'Est	23,006.429	17,362.864	3,491,509,145
Sud-Est	12,469.525	9,392.505	823,901,375
Gulf and S. W.	17,013.453	8,511.658	965,525,649
Nord Intérieur	53,251.367	33,509.516	5,080,718,684
Pacifique et Ouest.	8,889.884	2,952.677	512,797,500
Total au 1 ^{er} janvier 1870. . .	122,478.330	78,607.040	11,836,408,022

Les chemins de fer de l'intérieur des villes ne sont pas compris dans ce résumé. Leur longueur totale n'est pas moindre de 5 à 6,000 kilomètres. (Extrait des *Annales du Commerce extérieur*, juillet 1870.)

4^e PARTIE. — DOCUMENTS CHILIENS.

Le 10^e *Annuaire statistique* officiel de cette république a été publié en 1869. Nous en donnons ci-après l'analyse :

Mouvement de la population en 1868. — La population de la République, d'après le recensement de 1865 et les registres des paroisses de 1866 et de 1867, était de 1,874,346 habitants; en 1868, elle s'est élevée à 1,908,350, soit une augmentation de 34,004 sur 1867, c'est-à-dire de 1 environ sur 75 habitants. Ce résultat, à l'exception de celui de 1860, est le plus favorable qui ait été constaté pendant ces dix dernières années. L'année du moindre accroissement est 1865; il n'a été, cette année, que de 1 sur 157, par suite des diverses maladies qui ont régné dans le pays.

En prenant le terme moyen de la dernière période décennale, on trouve que la population chilienne s'accroît annuellement de 1 par 82 habitants. Si cette proportion se maintenait, elle doublerait en 39 ans.

En 1868, les naissances ont été de 38,946 garçons et 38,090 filles. A ces nombres il faut joindre 126 enfants appartenant aux cultes dissidents et non inscrits sur les registres des paroisses. Le total des naissances a donc été de 77,162.

La proportion des enfants légitimes est de 3.75 pour 1 illégitime.

On a constaté le décès, en 1868, de 22,150 hommes et 21,549 femmes, chiffres auxquels il faut joindre 115 décès non inscrits sur les registres des paroisses, soit un total de 43,814 (1 décès par 39 habitants).

La plus grande mortalité a eu lieu, comme d'habitude, dans les mois de janvier et de décembre, époque des grandes chaleurs et de l'abondance des fruits.

En 1868 il y a eu 12,684 mariages, soit 1 par 150 habitants.

Établissements de bienfaisance, 1868. — Il existait dans la République, en 1868, 32 hôpitaux qui ont donné l'assistance à 43,139 individus des deux sexes. 74 dispensaires ont fourni le secours du médecin et des remèdes à 239,795 individus. 53,312 enfants ont, en outre, été vaccinés.

L'établissement des enfants trouvés, les hospices et diverses autres maisons analogues ont entretenu 2,855 individus tant enfants que vieillards.

Dans les hôpitaux, la moyenne des guérisons a été de 83 p. 100 et celui des décès de 17 p. 100.

Les maladies qui ont provoqué le plus grand nombre de décès dans ces établissements sont les suivantes :

Maladies.	Proportion p. 100 du total des décès.	
	Hommes.	Femmes.
Phthisie	23	31
Dysenterie	11	12
Fièvre	10	18
Pneumonie	6	10
Blessures	4	4
Syphilis	3	2
Petite vérole	2	2

Le plus grand nombre des décès dans les hôpitaux a porté sur les individus de 25 à 50 ans.

Justice criminelle. — Le nombre des accusés, en 1868, a été de 3,234 individus (2,942 hommes et 292 femmes) compris, presque tous, entre la période d'âge de 17 à 30 ans. Les célibataires figurent dans ce total pour 64, les hommes mariés pour 31, et les veufs pour 5 p. 100.

Parmi les accusés, 825 seulement avaient reçu quelque instruction.

Les délits se sont répartis ainsi qu'il suit :

Contre la propriété, 55.7 p. 100; contre les personnes, 34.2 p. 100; contre l'État, 7 p. 100; contre la religion et la morale, 3.1 p. 100.

Les individus occupés à la culture du sol figurent dans le total des accusés pour 39.9 p. 100.

1,881 accusés ont été condamnés et les autres acquittés.

Prisons. — En 1868, il est entré, dans les prisons de la République, 14,644 individus, dont 12,739 hommes et 1,905 femmes. — Les sorties ont été de 14,860 (12,936 hommes et 1,924 femmes). — Au 31 décembre 1868, il restait dans les prisons 2,898 individus.

Parmi les prisonniers, les Chiliens figurent pour 97 p. 100 et les étrangers pour 3 p. 100.

Justice civile. — Les renseignements fournis sur cette branche de la statistique sont très-incomplets. Ils ne font connaître que le nombre des demandeurs et défendeurs devant la cour suprême et les cours d'appel de Conception et de la Serena. Ce nombre total s'élève à 1,366 individus, dont les procès ont été jugés dans la proportion de 391 par la cour suprême, de 251 par la cour d'appel de Conception, et de 724 par celle de la Serena.

Étude comparative. — Sous cette rubrique on trouve divers rapprochements entre le Chili et les pays d'Amérique et d'Europe.

Au point de vue de la population rapportée à l'étendue territoriale, le Chili

occupe le 33^e rang parmi les nations européennes et américaines. Il est plus peuplé relativement que les États-Unis, le Mexique, le Pérou, le Brésil, la Norvège et la Russie.

Les revenus de l'État provenant des impôts s'étant élevés, en 1868, à 68,915,620 fr., la part proportionnelle de chaque habitant dans ce produit a été de 36 fr. 10 c., chiffre inférieur à celui que la statistique attribue à différents États, notamment à l'Angleterre, à la France, à l'Espagne et aux États-Unis.

La part de chaque Chilien dans la dette publique est de 82 fr. 25 c.

Le coût de construction des chemins de fer chiliens est évalué à 161,900 fr. par kilomètre, chiffre relativement peu élevé. Il est, aux États-Unis, de 176,350 fr.; en Autriche et en Prusse, de 400,000 fr.; en Suisse, de 570,000 fr., et en Angleterre, de 785,000 fr.

Si l'on considère le revenu de ces chemins rapproché du prix de construction, on constate que le Chili occupe encore un rang très-avantageux.

Province d'Arauco. — La statistique fournit des détails étendus sur la configuration géographique de l'Araucanie. Elle détermine les limites qui séparent ce territoire, encore insoumis en partie, des autres provinces chiliennes, et énumère les principaux établissements militaires qui y ont été créés en vue de la soumission de ce pays. Elle traite également des produits agricoles de cette contrée et de la manière de vivre des Indiens, dont la population ne s'élèverait plus guère qu'à 70,000 habitants, c'est-à-dire au tiers de ce qu'elle était il y a deux siècles. Le gouvernement chilien espère arriver, dans un temps donné, à une assimilation complète des survivants avec la population du reste de la République.

Finances communales. — Les 53 municipalités de la République ont réuni, en 1869, un revenu de 1,351,937 piastres (6,759,685 fr.), et avec les 270,578 piastres (1,352,890 fr.) qui leur ont été accordées à titre de subvention par l'État, elles ont pu disposer d'un total de 1,632,515 piastres (8,112,575 fr.), qui a été employé à peu près de la manière suivante :

32 p. 100 pour la police de sûreté.

16 — pour l'ornement des villes et de la salubrité.

12 — en œuvres publiques.

10 — en paiement de dettes.

9 — pour la nourriture des prisonniers et les traitements des employés.

6 — en frais imprévus.

4 — pour l'instruction publique.

2 — pour secours.

Chronologie. — Sous ce titre, l'Annuaire donne les noms des Incas péruviens qui ont régné dans une partie du Chili, ceux des gouverneurs espagnols, des membres des juntas gouvernementales, jusqu'à ce jour; des ministres, des agents diplomatiques et consulaires, des évêques, des généraux, des amiraux, des conseillers d'État, des intendants, des gouverneurs de provinces, des membres de la Cour suprême et du personnel du Corps législatif (sénateurs et députés), jusqu'en 1867.

Incendies de Valparaiso et de Santiago. — Les incendies si fréquents à Valparaiso et à Santiago commencent à diminuer, grâce à la formation de compagnies de pompiers volontaires.

Le corps des pompiers de Valparaiso s'élève aujourd'hui à 1,069 individus et celui de Santiago à 836. Ils sont composés de résidents nationaux et étrangers.

Les diverses compagnies d'assurance ont eu à payer à Valparaiso, pour l'entretien de ce corps, depuis 1854 jusqu'en 1869, la somme d'environ 12,780,035 fr., et à Santiago, depuis 1864 jusqu'en 1869, celle de 2,697,760 fr.

Statistique agricole. — Blé blanc. — En 1868 on a semé, en blé blanc, 51,423,483 litres, c'est-à-dire 2,485,043 litres de plus que l'année antérieure; cependant la récolte faite en 1869 s'est élevée seulement à 356,991,035 litres, soit une différence en moins de 106,546,939 litres, et a donné un rendement de 7 au lieu de 9 pour 1 en 1868. On attribue cette différence à la grande sécheresse qui a régné en 1868.

Blé jaune. — En 1868, on a semé 9,829,010 litres de blé jaune et la récolte a été de 69,199,703 litres, soit un rendement de 7 pour 1. 1867 avait donné un rendement de 9 pour 1.

Orge. — On a semé, en 1868, 4,965,721 litres d'orge, et on a récolté en 1869 43,423,214 litres, soit un rendement de 9 pour 1.

Maïs. — Pour 1,350,531 litres de maïs semés, il en a été récolté 25,393,630 litres, soit 19 pour 1.

Haricots. — Pour 3,478,808 litres de haricots semés, on en a récolté 30,556,395 litres, soit 9 pour 1.

Pommes de terre. — Les pommes de terre, dont la récolte a produit 113,390,769 litres, n'ont eu qu'un rendement de 5 pour 1.

Les semis de chanvre ont donné en graine une récolte de 279,845 litres, soit 5 pour 1.

La récolte des noix a été de 1,544,688 litres.

Les produits agricoles ci-après ont été livrés à la consommation en 1869 :

	<small>Kilogrammes.</small>
Laines	6,413,344
Viandes sèches	1,104,920
	<small>Litres.</small>
Vins	41,142,513
Eaux-de-vie	4,516,381
	<small>Têtes.</small>
Bœufs et vaches élevés	259,085
Chevaux élevés	77,131
Moutons et chèvres élevés	888,604
Cochons élevés	48,436

Le nombre des mûriers était, même année, de 884,486, et le nombre des ruches, de 75,000.

Ces divers renseignements, bien que recueillis avec soin, sont fort incomplets par suite du refus de la plupart des propriétaires de fournir des données exactes qui feraient connaître leurs revenus.

Électeurs en 1869. — Sous ce titre, la statistique donne le détail de la population de chaque province et département avec le nombre d'électeurs y correspondant, tant célibataires que mariés et veufs, et l'indication de leurs professions ou industries.

La proportion entre les électeurs et la population de la République, sauf dans quelques provinces, est de 1 pour 43 habitants. Les électeurs sont au nombre de 41,208.

Le rapport des électeurs à la population diffère sensiblement de province à province. Il varie entre 1 pour 19 habitants à Atacama et 1 pour 73 à Nublé. A Colehagua et à Valparaiso, il est de 1 pour 43.

L'écart est plus sensible encore dans les départements; depuis Freirina, où l'on compte 1 électeur pour 15 habitants, jusqu'au département d'Arauco, où la proportion est de 1 pour 167, et celui de Combarbala, où elle s'élève à 1 pour 182.

Les agriculteurs, les artisans, les commerçants, les propriétaires et les mineurs fournissent le plus grand nombre d'électeurs; viennent ensuite les employés des particuliers et des administrations publiques. Les hommes mariés fournissent le plus grand nombre d'électeurs; viennent ensuite les célibataires et les veufs.

5^e PARTIE. — DOCUMENTS GÉNÉRAUX ET COLLECTIFS.

1. Richesse minérale des nations. — La Grande-Bretagne est extrêmement riche en charbon et en fer; le cuivre, l'étain et le plomb y sont aussi très-abondants. Le nombre des usines de fer en activité y est environ 200, et celui des hauts-fourneaux est de 560. Un peu d'or a été recueilli dans le sud de l'Écosse et à Wicklow, en Irlande; les veines de quartz, du pays de Galles, en produisent en grandes quantités. La production minérale du Royaume-Uni a été comme il suit en 1868:

	Quantité.	Valeur.
		Fr.
Charbon	106,172,488 tonnes de 1000 kil.	698,847,628
Fer en gueuse	4,837,200 —	318,794,650
Cuivre	10,397 —	22,249,607
Plomb	69,532 —	35,778,365
Argent	22,753 ^k ,879	5,761,950
Or	43 ^k ,016	157,507
Étain	8,839 tonnes	21,378,680
Zinc	3,810 —	2,131,788
Autres minéraux (sel, argile)		57,992,127
	Total	1,163,092,302

Il est difficile d'obtenir une estimation récente et digne de confiance de la production annuelle des métaux précieux dans le monde entier. Celle qui suit se rapporte à l'année 1865 et à l'or et à l'argent. Nous avons lieu de croire qu'elle évalue de quelques millions trop bas la production aux États-Unis:

Or.

	Fr.		Fr.
Russie	74,365,000	Reste des États-Unis	149,800
Autriche	5,885,000	Nouvelle-Écosse	2,217,040
Reste de l'Europe	301,250	Colombie anglaise	12,412,000
Asie méridionale	26,750,000	Australie	166,920,000
Afrique	4,280,000	Nouvelle-Zélande	44,298,000
Mexique	36,380,000		
Californie et États voisins	224,700,000	Total	598,658,090

Argent.

	Fr.		Fr.
Russie	4,654,500	Espagne	8,827,500
États scandinaves	1,203,750	Colonies anglaises	762,375
Grande-Bretagne	4,855,125	Chili	23,994,750
Montagnes du Harz	2,310,000	Bolivie	10,914,000
Prusse	5,457,000	Pérou	23,994,750
Saxe	6,420,000	Nouvelle-Grenade	1,203,750
Autres États germaniques	200,625	Brésil	120,375
Autriche	7,383,000	Mexique	128,400,000
France	1,414,500	États-Unis	80,250,000
Italie (île de Sardaigne)	2,006,250	Total	314,372,250

Le rapport du professeur William P. Blake, basé sur des données recueillies à l'Exposition de Paris, estime la production actuelle des métaux précieux comme suit :

	Fr.
États-Unis	385,200,000
Amérique anglaise	16,050,000
Mexique	53,500,000
Amérique du Sud et Amérique centrale	53,500,000
Australie (y compris New South Wales, Victoria et Queensland).	176,550,000
Nouvelle-Zélande	32,100,000
Russie	80,250,000
France, Autriche, Saxe, Espagne, Italie, Grande-Bretagne, Norvège et Suède	56,710,000
Bornéo et l'Est de l'Inde, Chine, Japon, Asie centrale	53,500,000
Afrique	5,350,000
Total	912,710,000

La production du fer en 1866 a été celle-ci :

	Tonnes de 1,000 kil.		Tonnes de 1,000 kil.
Angleterre	4,602,532	Espagne	76,200
France	1,321,125	Italie	30,480
Belgique	508,000	Suisse	15,240
Prusse	812,800	Zollverein	254,000
Autriche	12,198	États-Unis	1,193,800
Suède	230,303	Total	9,471,200
Russie	414,528		

Pendant le dernier demi-siècle, l'usage croissant de la machine à vapeur a énormément augmenté la consommation du charbon partout. La production annuelle du charbon, dans le monde entier, est maintenant estimée comme suit :

	Tonnes de 1,000 kil.		Tonnes de 1,000 kil.
Grande-Bretagne	105,664,000	France	10,160,000
Amérique du Nord	22,352,000	Autres pays	7,112,000
Allemagne	17,272,000	Total (valeur, 2,006,250,000¹)	174,758,000
Belgique	12,198,000		

(American year book, 1869.)

2. Nombre approximatif des Bohémiens en Europe en 1859. — L'ouvrage allemand *Die Zigeuner* du docteur Reinbeck (Leipzig, 1861) nous fournit les renseignements ci-après :

Autriche. {	Hongrie	100,000		Espagne	40,000
	Transylvanie	58,000		Grande-Bretagne	10,000
	Banat	13,000		Turquie d'Europe	200,000
Principautés danubiennes	200,000			Russie d'Europe	15,000
Allemagne, France et Italie	40,000			Total	676,000

